

Darfour: réunion d'urgence à Khartoum avant l'annonce de la CPI

KHARTOUM (AFP) - Le gouvernement soudanais se réunit d'urgence dimanche, à la veille d'une annonce très attendue de la Cour pénale internationale (CPI) sur les responsables de crimes contre des civils au Darfour.



Le président soudanais Omar el-Béchir, le 1er mars 2007 à Khartoum (© AFP/Archives - Khaled Desouki)

Les hauts responsables soudanais ont enchaîné les réunions tout le week-end pour tenter de montrer un front uni avant l'annonce lundi du procureur de la CPI, Luis Moreno-Ocampo.

Ce dernier devrait, notamment selon le département d'Etat américain, demander un mandat d'arrêt contre le président soudanais Omar el-Béchir pour des crimes commis contre des civils au Darfour, province de l'ouest du pays en guerre civile depuis 2003.

La réunion d'urgence doit commencer à 14H00 (11H00 GMT), soit 24 heures avant que M. Moreno-Ocampo ne révèle les résultats de son enquête, ont indiqué à l'AFP des responsables soudanais.

Samedi, le Soudan a annoncé avoir demandé la tenue d'une réunion extraordinaire de la Ligue arabe à ce sujet. Il a également convoqué les ambassadeurs en poste à Khartoum, leur indiquant qu'il assurerait la protection des étrangers, mais qu'il répondrait "politiquement" à toute accusation venant de la CPI.

Des membres du parti de M. Béchir (le Congrès national) et du Mouvement populaire de libération du Soudan (SPLM, ex-rebelles faisant partie du gouvernement), ont enchaîné les réunions, tout comme les partis d'opposition.

Selon des responsables soudanais, l'objectif est de préparer "une nation soudanaise unie" pour faire face à ce qui va venir de La Haye.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Ali al-Sadiq, a affirmé que les autorités soudanaises renforçaient la sécurité, notamment autour des ambassades de France, de Grande-Bretagne et des Etats-Unis à Khartoum, en prédisant le "chaos" en cas d'accusation contre le président Béchir.

"Nous avons assuré (la sécurité) de toutes les missions diplomatiques et des bureaux de l'ONU. Tous sont sous la protection du gouvernement, y compris les soldats de la paix (de l'ONU). Le gouvernement va faire son maximum pour les protéger", a-t-il ajouté.

"Il y a tant de pays africains qui ont des forces ici et si l'ONU a décidé de retirer ou d'évacuer ses soldats de la paix, il y aura une catastrophe", a poursuivi M. Sadiq.

"La réponse politique ne sera pas adressée à ces personnes qui travaillent au Soudan. Ce sera aux Nations Unies" à New York, a-t-il ajouté.

"Quel que soit le conflit diplomatique, nous allons le mener au sein des Nations Unies. Nous allons travailler dur avec nos amis et membres du Conseil de sécurité qui veulent la paix pour éviter tout ce qui résultera de l'annonce de la CPI", a-t-il encore dit.

Le Soudan a averti par la voix de son ministre d'Etat aux Affaires étrangères, Al-Samani al-Wassila, que toute mesure de la CPI contre M. Béchir pouvait "détruire le processus de paix" au Darfour.

"Dans cette situation, le Soudan ne coopérera jamais avec la CPI", a ajouté le ministre.

La CPI a déjà émis deux mandats d'arrêt contre des Soudanais impliqués dans le conflit pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, mais Omar el-Béchir a toujours refusé de les remettre à la Cour.

Des responsables de l'ONU ont dit craindre que l'annonce du procureur de la CPI ne compromette le processus de paix au Darfour et ne déclenche une réponse militaire soudanaise contre les soldats de la force mixte ONU-Union africaine (Minuad) chargée du maintien de la paix dans la région.

Depuis 2003, les forces gouvernementales appuyées par les milices arabes janjawid luttent contre des mouvements rebelles du Darfour. Le conflit a fait jusqu'à 300.000 morts et déplacé 2,2 millions de personnes, selon l'ONU. Khartoum parle de quelque 10.000 morts.

L'Union africaine a "mis en garde" samedi la CPI sur les poursuites envisagées contre des responsables soudanais, tandis que les représentants des groupes rebelles du Darfour se sont félicités vendredi de la future annonce.